



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie Nationale

MARCHÉ DE FOURNITURES
Accord-cadre à bon de commande
PROCÉDURE N°CSAG_01_2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

FOURNITURE DE VÉHICULE DE LA GAMME COMMERCIALE
AU PROFIT DU COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE POUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie

Bureau des soutiens et des finances

360 rue Jacques Iekawe

Caserne Bailly

BP R3 – 98851 Nouméa Cedex

bsf.comgendnc@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	3
1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 Type de procédure.....	3
1.2 Montant.....	3
1.3 Durée de l'accord-cadre.....	3
1.4 Allotissement.....	3
1.5 Quantités du besoin.....	3
2. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
3. PRIX.....	4
4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	4
4.1 Information sur la facturation électronique.....	4
4.2 Modalités de règlement.....	4
4.3 Personne publique.....	5
5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	5
5.1 Modalités de livraison.....	5
5.2 Délai de livraison.....	5
5.3 Réception et contrôle.....	5
6. PÉNALITÉS.....	5
6.1 Pénalités de retard.....	5
6.2 Pénalités pour non conformité de la prestation.....	6
6.3 Modalités de mise en œuvre.....	6
7. SOUS-TRAITANCE.....	6
7.1 Principe.....	6
7.2 Modalités.....	6
7.3 Paiement des sous-traitants.....	6
8. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS.....	6
9. LITIGES.....	6
10. LANGUE.....	6
11. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 2 – CLAUSES TECHNIQUES.....	7
1. GÉNÉRALITÉS.....	7
3. DESCRIPTIONS.....	7
3.1 Équipements et caractéristiques communs.....	7
3.1 Caractéristiques techniques.....	7
LOT N°1.....	7
2.2 Performances environnementales.....	9
3. GARANTIES.....	10
3.1 Garantie de conformité.....	10
3.2 Garantie contractuelle.....	10

ARTICLE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules de la gamme commerciale au profit du commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie.

1.1 Type de procédure

Il s'agit d'un accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

Il est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

1.2 Montant

Le présent accord-cadre est mono-attributaire par lot.

1.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification au titulaire. Il est conclu pour une durée de quatre (4) ans. Ce marché n'est pas reconductible.

1.4 Allotissement

La présente consultation est allotie et composée de 4 lots :

<i>Lot</i>	<i>Segment</i>
1	Pick-up double cabine 4X4
2	Citadine
3	SUV 4X2
4	Utilitaire

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot ou l'ensemble des lots. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots.

1.5 Quantités du besoin

L'accord-cadre est conclu sans minimum en quantité et en valeur et avec un maximum quantitatif.

À titre indicatif, les quantités estimatives pour la durée de l'accord-cadre sont précisées ci-dessous. Il en est de même pour le volume maximum du besoin.

Lot	Segment	Volume estimatif du besoin (en nombre de véhicules) sur la durée du marché	Besoin maximum
1	Pick-up double cabine 4X4	80	120
2	Citadine	80	120
3	SUV 4X2	80	120
4	Utilitaire	80	120

Les quantités estimatives ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

En application de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement du titulaire (ATTRI1) et son annexe financière datée et signée ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), dans sa version approuvée par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1er avril 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

3. PRIX

L'unité monétaire du marché est le Franc Pacifique (XPF).

Tous les prix sont exprimés hors taxe et toute taxes comprises et devront apparaître en Euros (€) et en Franc Pacifique (XPF).

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché. Ils s'entendent livraison incluse.

Les prix sont fermes et non actualisables ni révisables.

4 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

4.1 Information sur la facturation électronique

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct, doivent obligatoirement adresser leurs factures au commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie sous format électronique.

La transmission des factures électroniques se fait à partir du portail Chorus Pro : <https://choruspro.gouv.fr>.

Des tutoriels explicatifs sont disponibles sur le site :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels>.

Pour permettre au titulaire de se conformer aux obligations qui lui incombent au moment de saisir ses factures sur CHORUS PRO, il lui sera nécessaire de donner les références ci-dessous :

- le numéro SIRET de l'État : 110 002 011 00044 (Service facturation électronique)
- le code service : PRFPLTF988
- le numéro d'engagement juridique.

4.2 Modalités de règlement

Les factures sont établies pour chaque bon de commande et envoyées de façon dématérialisée. La prestation est réglée par mandat administratif après livraison.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 5 mai 2021 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- nom complet et adresse du fournisseur et du client ;
- numéro RIDET/SIRET ;
- la date d'établissement de la facture ;
- l'objet de la facturation ;
- la référence du marché : N°CSAG_01_2025 ;
- la domiciliation bancaire et le numéro du compte bancaire complet ;
- le montant HT et TTC en euros (€) et en franc pacifique (XPF) des sommes dues.

Les factures seront libellées à l'adresse ci-dessous :

COMGEND-NC
Bureau Soutiens Finances
Caserne Bailly
BP R3
98851 NOUMÉA CEDEX

Le délai global de paiement est de 30 jours. Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autres formalités, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation positive.

4.3 Personne publique

Comptable assignataire des paiements :

Directeur des finances publiques de Nouvelle-Calédonie
4, rue Paul Monchovet – BP E4
98848 NOUMÉA CEDEX

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Le général de division Nicolas MATTHÉOS,
Commandant la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie
16, rue Frédéric Surleau
BP R3
98851 NOUMÉA CEDEX

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Modalités de livraison

Le titulaire du marché assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison du véhicule au centre de soutien automobile gendarmerie de Nouméa sis Caserne Bailly, 360 rue Jacques Iékawé, 98000 Nouméa.

Chaque véhicule comprendra à la livraison :

- une notice d'utilisation propre au véhicule concerné ;
- deux clés et
- un carnet d'entretien propre au véhicule concerné.

Les véhicules sont livrés préparés, munis d'une immatriculation définitive, clés en main avec le réservoir plein. Ils doivent être à l'état neuf, en état de marche et conformes à la commande.

5.2 Délai de livraison

Les opérateurs économiques s'engagent sur un délai de livraison de 90 jours à compter de la réception du bon de commande.

5.3 Réception et contrôle

Le véhicule livré doit faire l'objet d'un contrôle par le commandement de la gendarmerie pour la vérification de la conformité aux spécifications techniques définies dans le présent document. La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. La vérification qualitative portera sur les éléments suivants :

- Conformité des caractéristiques techniques (type, modèle, motorisation, etc.) ;
- État général du véhicule (absence de dommages ou dysfonctionnements) ;
- Présence des équipements et accessoires obligatoires (roue de secours, plaque d'immatriculation, etc.) ;
- Validité des documents (certificat d'immatriculation, assurance, carnet d'entretien).

En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 5 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

6. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à une pénalité.

6.1 Pénalités de retard

Le non-respect de la date de livraison des véhicules donnera lieu à une pénalité. Celle-ci sera appliquée sans mise en demeure préalable et sera déduite des factures.

La pénalité est fixée à 5% du montant HT du bon de commande pour un retard de 15 jours. À compter du 16ème jour, la pénalité est fixée à 10% du montant HT du bon de commande.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé-e au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

6.2 Pénalités pour non conformité de la prestation

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, si le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché mais peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix. La réfaction de prix doit être proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et motivée.

6.3 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour fournitures défectueuses, non conformes, manquantes ou pour retard de livraison, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront déduites de la facture globale.

7. SOUS-TRAITANCE

7.1 Principe

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire du marché peut néanmoins, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique.

7.2 Modalités

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement en renseignant le formulaire DC4 qui devra être signé par toutes les parties.

Tout manquement à cette obligation peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

7.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant est rémunéré par le titulaire. Néanmoins, conformément aux articles L2193-10 et R2193-10 du Code de la commande publique, si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 euros TTC (71 599 francs Pacifique TTC), sa rémunération se fait directement par l'acheteur pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

8. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Le paiement se réalise sur le compte de chaque membre, pour la part des prestations qu'il a réalisée.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte unique au nom du groupement.

9. LITIGES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre. En cas de litiges, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique à des titulaires non français.

L'instance chargée des recours dans le cadre de cet accord-cadre qui en découlent est le tribunal administratif de Nouméa :

Tribunal administratif de Nouméa
BP Q3
98851 NOUMEA CEDEX
Tél. : +687 25 06 30 – Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

10. LANGUE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés dans une langue étrangère sont acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (français ou du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse sont indiqués.

11. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre peut-être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, dans les cas prévus à l'article 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE 2 – CLAUSES TECHNIQUES

1. GÉNÉRALITÉS

Les véhicules et leurs équipements seront conformes aux normes et réglementations en vigueur le jour de la livraison. Chaque véhicule sera livré avec un carnet de maintenance et la documentation technique du véhicule rédigés en français.

3. DESCRIPTIONS

3.1 Équipements et caractéristiques communs

Tous les véhicules commandés dans le cadre du présent accord-cadre devront présenter les équipements et les caractéristiques mentionnés ci-dessous :

- Appuis têtes réglables en hauteur (avant et arrière) ;
- Autoradio ;
- Climatisation manuelle ou automatique ;
- Coussins gonflables de sécurité (airbags) conducteur et passager ;
- Direction assistée ;
- Essuie-glace avant et arrière ;
- Extincteur ;
- Pare-soleil ;
- Plafonnier ;
- Réservoir carburant verrouillé ;
- Rétroviseurs extérieurs réglables depuis la cabine ;
- Roue de secours ;
- Système d'ouverture de vitres avant électrique ;
- Système de freinage ABS ;
- Tapis d'habitacle en caoutchouc avant et arrière ;
- Télécommande d'ouverture centralisée ;
- Triangle et chasuble ;
- Verrouillage centralisé des portes.

3.1 Caractéristiques techniques

Le soumissionnaire présentera une offre à laquelle il joindra un dossier technique complet du (des) véhicule-s proposé-s permettant d'apprécier la réalité des caractéristiques et spécifications exigées par le présent document.

LOT N°1

Caractéristiques et équipements <u>minimum</u> d'un véhicule de type « Pick-up double cabine 4X4 »	
Caractéristiques techniques	
Type de véhicule	Pick-up double cabine 4X4
Boîte de vitesse	Automatique
Nombre de places assises	5
Nombre de portes	4
Carburant	Diesel
Puissance (ch. DIN) Diesel	≥ 150 CH
Motorisation	≥ 2,7 L de cylindrée minimum, apte au carburant diesel local

Garde au sol	≥ 210 mm
Poids tractable autorisé	≥ 3000 kg
Couleur de carrosserie	Bleu foncé ou gris
Équipements	
Hard Top	
Bull Bar de couleur noire + Kit renfort avant	
Barre de LED	
Tapis de benne	
1 boîte d'ampoules	
Crochet d'attelage avec connecteur électrique (13 broches)	

LOT N°2

Caractéristiques et équipements minimums d'un véhicule de type « Citadine »	
Caractéristiques techniques	
Type de véhicule	Citadine de segment B
Boîte de vitesse	Automatique
Nombre de places assises	5
Nombre de portes avec hayon arrière	5
Carburant	Essence
Puissance (ch. DIN)	≥ 80 CH
Couleur de carrosserie	Bleu foncé ou Gris ou Blanc
Équipements	
Siège conducteur réglable en hauteur	
Habillage des sièges en tissu	
1 boîte d'ampoules	

LOT N°3

Caractéristiques et équipements minimums d'un véhicule de type « SUV 4X2 »	
Caractéristiques techniques	
Type de véhicule	SUV 4X2
Boîte de vitesse	Manuelle
Nombre de places assises	5
Nombre de portes avec hayon arrière	5
Capacité du coffre	≥ 420L
Carburant	Essence ou Diesel
Puissance (ch. DIN)	≥ 90 CH
Couleur de carrosserie	Bleu foncé ou Gris

Équipements

Siège conducteur réglable en hauteur

Habillage des sièges en tissu

1 boîte d'ampoules

LOT N°4

Caractéristiques et équipements minimums d'un véhicule de type « Utilitaire – Transport de matériels »

Caractéristiques techniques

Type de véhicule	UTILITAIRE
Boîte de vitesse	Manuelle
Nombre de places assises	3 places
Carburant	Essence ou Diesel
Puissance (ch. DIN)	≥ 90 CH
Charge minimale	900 kg
Volume de chargement	≥ 5,5 m ³
Garde au sol (mm)	≥ 180 mm
Couleur de carrosserie	Gris ou Blanc

Équipements

Siège conducteur réglable en hauteur

Porte coulissante latérale

Porte arrière battante

Habillage des sièges en tissu

Protections intérieures bois (plancher + parois intérieures + passages de roue intérieure de la caisse)

1 boîte d'ampoules

2.2 Performances environnementales

Le véhicule devra présenter des performances environnementales conformes à la réglementation en vigueur. La consommation de carburant ainsi que les émissions de CO₂ seront à renseigner dans le DGPF.

Le titulaire pourra également proposer toute solution technique permettant de réduire l'impact environnemental du véhicule ou de ses équipements (réduction des émissions polluantes, limitation de la consommation de carburant, système de coupure automatique du moteur, etc.).

3. GARANTIES

3.1 Garantie de conformité

Le titulaire garantit que le véhicule livré est conforme aux spécifications techniques du CCP ainsi qu'aux normes et réglementations en vigueur au moment de la livraison, notamment en ce qui concerne la sécurité, les émissions polluantes et les équipements obligatoires.

3.2 Garantie contractuelle

Le titulaire s'engage à assurer une garantie contractuelle d'une durée minimale de 1 an à compter de la date de réception définitive du véhicule. Cette garantie couvre l'ensemble des défauts de fabrication, de fonctionnement, ou de non-conformité affectant le châssis, le moteur, les équipements hydrauliques, électriques et électroniques.

Les exclusions de garantie doivent être expressément listées dans l'offre. Toute limitation non précisée dans l'offre ne pourra être opposée à l'acheteur.